

« Le droit international ? Je m'en torche ! »

Une qualité au moins doit être reconnue au président Donald Trump : la franchise. Contrairement à maints autres hommes d'État, il ne s'embarrasse pas de circonlocutions pour exprimer le profond mépris qu'il éprouve à l'égard de ses adversaires politiques, des femmes, des immigrants et des pays étrangers. Sûr de sa puissance et de son bon droit, il a récemment répondu à un journaliste qu'il n'avait nul besoin du droit international pour décider s'il convenait d'imposer à d'autres pays la volonté des États-Unis. « L'État c'est moi » dit Donald Trump, en plaçant sa conscience comme seule limite à ses pouvoirs.

Ces propos consternent les juristes mais n'impressionnent guère le bon peuple. Et il est vrai qu'ils auraient aussi pu être tenus par Vladimir Poutine, Xi Jinping ou Benjamin Netanyahu, autres chefs d'États qui ont contribué à l'enterrement, sans fleurs ni couronnes, du droit international public.

Au fait, c'est quoi le droit international public ? En bref, ce sont les règles qui encadrent les comportements des États et des organisations internationales. Elles visent à maintenir la paix, organiser la coopération et protéger les droits fondamentaux. Ainsi, selon l'article premier de la Charte des Nations Unies du 26 juin 1945 :

Les buts des Nations Unies sont les suivants :

1. *Maintenir la paix et la sécurité internationales et à cette fin : prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix, et réaliser, par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de mener une rupture de la paix;*

2. *Développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits*

des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde;

3. *Réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion;*

4. *Être un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers ces fins communes.*

À vrai dire, Donald Trump n'a rien inventé. Par exemple, Benito Mussolini déclarait le 2 octobre 1935, pour justifier l'entrée en guerre de l'Italie contre l'Abyssinie malgré les sanctions internationales :

Jamais, comme à cette époque historique, le peuple italien n'a autant montré toute la force de son esprit et la puissance de son caractère. Et c'est contre ce peuple, auquel l'humanité doit les plus importantes de ses conquêtes, et c'est contre ce peuple de héros, de saints, de poètes, d'artistes, de navigateurs, de colonisateurs, d'émigrants, que l'on ose parler de sanctions.

Quatre ans plus tard, le 1^{er} septembre 1939, Adolf Hitler déclarait la guerre à la Pologne avec ces mots :

En tant que national-socialiste et soldat allemand, j'entame ce combat avec un cœur fort. Ma vie entière n'a rien été d'autre qu'un unique combat pour mon peuple, pour sa résurrection, pour l'Allemagne. Et ce combat a toujours été dominé par une profession de foi en ce peuple. Il y a un mot que je n'ai jamais appris, c'est le mot capitulation.

Bilan de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945) : 60 millions de morts.

Raymond Spira, La Chaux-de-Fonds

Un Conseil de paix réactionnaire

Faut-il rire ou pleurer ? Lors du Forum de Davos, Donald Trump a lancé son Conseil de la paix qui est censé œuvrer au règlement des conflits dans le monde. Parmi les quelque cinquante invitations lancées, plusieurs pays ont déjà répondu favorablement. Parmi eux, on trouve notamment l'Arabie Séoudite, le Maroc, la Hongrie, l'Argentine et l'Égypte.

On le voit, les États intéressés sont tous des dictatures ou des régimes forts. Pour l'instant, aucun pays d'Europe n'a adhéré à cette charte dont le ticket d'entrée est d'un milliard de dollars. Et la Suisse, comme d'habitude, temporise pour ne pas froisser Donald Trump qui, lui, n'a pas été tendre à l'égard de la Confédération helvétique et de la conseillère fédérale

Karin Keller-Sutter.

Le président des États-Unis s'est autoproclamé président de ce Conseil. C'est ce qu'on peut appeler un autoritarisme. Ivre de sa puissance, il inaugure une nouvelle ère de la diplomatie américaine où seules les lois du plus fort et du business prévalent. L'ordre international, appliqué depuis 1945 par les Nations Unies, se meurt. En revendiquant le Groenland, il bafoue les principes qui ont cours depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Malheureusement, et leurs élections l'ont montré, les Américains aiment les shérifs !

– RCy